

EDITORIAL



Par
Gwendal Rouillard
Premier Secrétaire fédéral

Elections locales et Région Bretagne

Dans la perspective des élections cantonales de mars 2008, le Conseil fédéral a acté le jeudi 13 décembre une **Déclaration pour un Morbihan innovant et solidaire** avec comme signataires le Parti socialiste, le Parti communiste français, les Verts, l'Union démocratique bretonne et le Parti radical de Gauche.

Dans une logique de conquête du Conseil général, ce texte représente un acte politique fondateur qui rassemble les **partis de la majorité à la Région Bretagne**. Depuis notre victoire en mars 2004, nous bénéficions en effet d'un levier politique incontournable.

De manière plus précise, **trois raisons nous invitent à valoriser ce levier durant nos campagnes cantonales et municipales** :

- **La mise en œuvre du projet régional concerne aussi les stratégies territoriales.** Quelques exemples : le dossier Ligne à Grande Vitesse et le développement du TER auront des conséquences pour les villes et les quartiers "gare" de Lorient, Vannes, Auray, Questembert, Hennebont et Pontivy ; la stratégie de la Région pour les ports de pêche et de commerce déterminera par exemple l'avenir du Pays de Lorient ; la création de l'Etablissement public foncier régional aura des incidences pour les outils de planification des collectivités locales (PLU, PLH, PADD, SCOT) ; l'Université Européenne de Bretagne et le futur Schéma régional de la Recherche et de l'Innovation influenceront les rapports entre l'Université de Bretagne-Sud, les entreprises et les collectivités ; la clause de révision des contrats de Pays prévue en 2009 par la Région permettra aux acteurs locaux de repositionner le cas échéant quelques dossiers. Les interactions entre les stratégies politiques et territoriales apparaissent ici évidentes...

- **La démocratie régionale inspire la démocratie locale.** Depuis son arrivée à la tête de la Région, la majorité a mis en place plusieurs outils de concertation avec les citoyens, les collectivités, les entreprises, les associations, les syndicats et autres acteurs : Conseil économique, social et culturel de Bretagne revalorisé, Assises territoriales, Rencontres associatives, Biennales de l'Egalité, Conseil régional Jeunes, Conférence Européenne, Coordination des acteurs de la solidarité internationale, groupe B15 (conseils généraux et principales agglomérations)... Ces nouveaux espaces de débat nous démontrent l'utilité et la faisabilité de lieux de dialogue et de co-responsabilité.

- **La Gauche régionale insufflé une dynamique.** La cohérence politique et humaine de la majorité régionale doit inspirer nos stratégies et nos méthodes locales. Sans nier les particularités, la dynamique bretonne constitue un atout considérable. Dans un contexte national inquiétant, la politique régionale peut incarner un référentiel positif même si les chantiers demeurent encore nombreux... Nos positions offensives sur la mondialisation, la démographie et l'évolution du climat peuvent convaincre nombre d'électeurs, y compris aux cantonales et aux municipales.

Avec la perspective d'une progression de la Gauche morbihannaise en mars 2008, je souhaite à chacune et à chacun d'excellentes fêtes de fin d'année.

Pour un Morbihan innovant et solidaire

Dans la perspective des élections cantonales de 2008, les partenaires de la Gauche morbihannaise ont signé un accord fondateur sous la forme d'une "Déclaration pour un Morbihan innovant et solidaire". Parti socialiste, Parti communiste français, Verts, Union démocratique bretonne et Parti radical de Gauche affirment ainsi leur volonté de proposer ensemble aux Morbihannais une alternative à la politique de Droite. Retrouvez la Déclaration sur le site internet de la Fédération : www.ps56.fr.

En cohérence avec l'action de la majorité de la Région Bretagne présidée par Jean-Yves Le Drian, nous sommes signataires de cette **Déclaration pour un Morbihan innovant et solidaire**. En harmonie avec les Conseils généraux du Finistère, des Côtes d'Armor, d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique, nous nous impliquons pour rendre possible le **changement de majorité au Conseil général**.

Face à la politique de Nicolas Sarkozy et de la droite, qui a des conséquences très négatives sur la vie des Morbihannais, **nous affichons une volonté sans faille de proposer des poli-**



Jean-Pierre Mousset (PRG), Daniel Gilles (PCF), Hervé Pellois (PS), Jean-Jacques Page (UDB), Christian Le Moigne (Les Verts), Yann Syz (UDB), Gwendal Rouillard (PS), Thierry Goyet (PC).

tiques de Gauche. Confrontés à une remise en cause du pacte social (accueil des enfants de moins de 3 ans, mise en place des franchises médicales...), nous souhaitons que le Département devienne exemplaire sur la question sociale.

Par ailleurs, au moment où l'Etat se désengage - suppression de tribunaux et de services publics, baisse globale des dota-

tions et subventions aux territoires, transferts de compétences sans compensation financière totale, **nous jugeons utile la complémentarité des majorités de Gauche au sein des collectivités locales.**

Nous proposons aux Morbihannais **une nouvelle démarche qui concilie les valeurs de progrès et l'efficacité de l'action.** Face aux défis de la mondialisation, du changement climatique et de la démographie (+ 100 000 habitants dans notre département en 2030), **nous affichons notre ambition pour une politique innovante au service de tous.**

(suite page 2)

Fête du Nouvel An du Parti socialiste

Samedi 12 janvier 2008

au Palais des Congrès à Lorient

À partir de 19h00

En présence, notamment, de :

Jean-Yves LE DRIAN - Président du Conseil régional (sous réserve)

Gwendal ROUILLARD - Premier Secrétaire fédéral

Françoise OLIVIER-COUCHEAU - Députée de la circonscription de Lorient

Norbert METAIRIE - Maire de Lorient - Conseiller général - Président de Cap L'Orient

Odette HERVIAUX - Sénatrice et Vice-Présidente du Conseil régional

Dîner dansant

Invitation adressée par courrier à tous les adhérents

Repas uniquement sur inscription (réponse souhaitée pour le 4 janvier au plus tard)

Prix : **22 €, boissons comprises**

ELECTIONS CANTONALES

Pour un Morbihan innovant et solidaire (suite)

Conseil fédéral

Le Conseil fédéral, réuni le jeudi 13 décembre en Convention fédérale, a validé la désignation des candidats socialistes aux élections cantonales de 2008.

Il a également débattu, amendé puis adopté à l'unanimité le projet départemental qui servira de base de propositions aux candidats. Il sera prochainement consultable sur le site de la Fédération.

Convention nationale

Réuni en Convention nationale, le Conseil national du Parti socialiste a ratifié - samedi 15 décembre - la liste des premiers des socialistes des villes de plus de 20 000 habitants. Au sujet des élections municipales, les deux maîtres-mots ont été "parité" et "diversité"...

Il a également adopté - à l'unanimité - le Manifeste présenté par la FNESR (Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains) servant de base de propositions pour les socialistes lors des élections municipales et cantonales, intitulé "Des villes et des territoires durables, solidaires, dynamiques et sûrs". Il est téléchargeable sur le site de la fédération : www.ps56.fr

Accueil des nouveaux adhérents 2007

L'accueil des nouveaux adhérents 2007 aura lieu :

le Samedi 12 janvier 2008
à 17h30

au Palais des Congrès de Lorient juste avant la Fête du Nouvel an de la Fédération. Une invitation à tous les adhérents 2007 sera adressée par courrier...

Rassemblement des Secrétaires et trésoriers de section...

Une réunion d'information sur l'organisation politique et pratique de la campagne électorale et sur la vie des sections se tiendra - en présence des candidats et mandataires financiers :

Samedi 12 janvier
de 14h00 à 17h00

au Palais des Congrès de Lorient

Un autre rendez-vous, national celui-là, attend les secrétaires de section qui sont invités à Paris à l'occasion de la clôture des Forums de la Rénovation et du lancement officiel des campagnes électorales de 2008 :

Samedi 20 janvier

Salle de la Mutualité à Paris

Trois principes :

- Le développement durable et solidaire

Le développement, la création de richesses, doivent être justement partagés entre les Hommes. C'est notre collectif qui se joue. La question sociale comme la question environnementale sont au cœur du développement durable et solidaire. L'enjeu alimentaire (+ 3 milliards d'habitants en 2050), l'accès à l'eau potable et aux soins, la protection de l'environnement, les transports en commun, le fret ferroviaire et la diversification énergétique représentent des enjeux considérables. Ils impliquent pour le Morbihan une stratégie globale de développement durable et solidaire : croissance durable et renforcement d'une économie ancrée sur le territoire pour lutter contre les délocalisations, innovation sociale, enjeu éducatif, facteur écologique, autonomie énergétique, diversité culturelle et linguistique...

Un Agenda 21 incarnera cette volonté et sera animé par une vice-présidence spécifique et transversale. Cette méthode permettra la cohérence entre notre stratégie de développement durable et solidaire, sa mise en œuvre et son évaluation.

- Egalité, attractivité et solidarités

La lutte contre les discriminations et les inégalités sociales est un enjeu social, moral et économique. Nous considérons que le développement des solidarités territoriales, l'égalité Femmes-Hommes, la diversification des acteurs du lien social représentent des facteurs importants de l'attractivité du Morbihan et de l'efficacité des politiques départementales.

- Une démocratie locale concertée, évaluée et assise sur les Pays

L'action du Conseil général du Morbihan doit franchir une étape en matière de démocratie par une réelle concertation avec les acteurs et les habitants. Le politique doit tenir compte plus régulièrement d'une multitude de points de vue et d'expériences. A ce titre, l'évaluation des politiques publiques fait partie intégrante de la démocratie participative et représentative. Le Conseil général tiendra compte de l'évolution des politiques territoriales en reconnaissant les Pays comme porteur de projets.

A partir de ces 3 principes, nous prenons 7 engagements :

Innovation sociale

Sur le plan social, en répondant au défi démographique : renforcer l'accueil de la petite enfance par un meilleur soutien aux acteurs (collectivités, associations, entreprises) ; garantir la diversité de prises en charge des personnes âgées ; assurer l'autonomie des personnes handicapées, promouvoir une véritable politique d'insertion sociale et professionnelle et initier une politique d'égalité Femmes / Hommes (gestion du personnel du Conseil général...).

De manière transversale, nous souhaitons une nouvelle politique de prévention, notamment en accompagnant les politiques de santé publique (alimentation, addictions, maltraitance, suicide, contraception...), la poli-

tique de la Ville (participation par exemple au financement des Contrats Urbains et de Cohésion Sociale) et les associations de prévention.

Equilibre territorial

Sur le plan de l'aménagement du territoire, nous proposons une nouvelle politique territoriale fondée sur des contrats pluriannuels de développement avec les intercommunalités et les Pays.

Nous souhaitons également impulser des dynamiques dans les domaines de l'habitat (maîtrise du foncier via l'Etablissement public foncier régional) et du logement social public et privé (constructions, réhabilitation, financement), des transports (transports scolaires, nouvelle carte des lignes départementales...) et des infrastructures avec comme priorités les ports, le rail et le réseau Très Haut Débit.

Par rapport aux défis démographiques qui constituent les enjeux du prochain Conseil général, nous proposons de maîtriser :

- le déséquilibre entre le Centre-Bretagne et la zone côtière, en veillant à assurer une mixité sociale et générationnelle sur l'ensemble du territoire ;
- la perte de terrains agricoles et d'espaces naturels sous l'action de l'urbanisation.

Attractivité économique

Sur le plan économique, en conduisant une politique partenariale avec la Région Bretagne - chef de file du développement économique - et les intercommunalités. Les enjeux sont importants : améliorer l'attractivité de notre territoire - en Centre-Bretagne notamment ; conforter nos activités agricoles, industrielles et de services : agriculture diversifiée et agroalimentaire avec recherche de qualité environnementale, pêche / commerce et activités portuaires, construction navale, images et communication...

Nous proposons aussi de structurer de nouvelles filières tel que Développement durable, construction Haute Qualité Environnementale et diversification énergétique et de soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire et en particulier les associations.

Sur le plan de la recherche et de l'innovation, en fédérant pleinement les acteurs de l'enseignement supérieur - Université de Bretagne Sud et IUT en particulier, les entreprises et les collectivités locales (pôles de recherche et d'enseignement supérieur, pôles de compétitivité, clusters, télédistance, réseaux PME/TPE...). Nous proposons un Schéma départemental de la recherche, de l'innovation et des technologies afin de rendre lisibles et efficaces les financements.

Dynamisme éducatif et culturel

Sur le plan éducatif, en créant de nouveaux collèges publics pour répondre aux évolutions démographiques ainsi qu'au principe de liberté de choix des familles, en soutenant les initiatives locales et les projets d'établissement (lien avec les priorités du Conseil général comme Développement durable et solidaire et Egalité Femmes / Hommes), et en épaulant les associations d'éducation populaire.

Sur le plan culturel, en définissant avec les acteurs concernés un Schéma départemental culturel et linguistique. Il faut accompagner, soutenir et dynamiser les structures professionnelles de notre région et prendre en compte l'évolution des pratiques amateurs dans le cadre d'une diversité à réaffirmer. La mise en œuvre volontariste, conformément au vote unanime de la Région Bretagne en 2004, d'une politique linguistique afin d'assurer la préservation, la transmission et le développement du breton et du gallo.

Urgence écologique

Sur le plan énergétique, en proposant un Plan Climat Global avec des mesures d'économie d'énergie (généralisation des « bilans carbone », gestion économe de l'eau, développement des transports en commun, de la construction et de la rénovation HQE...) et en faveur de la production d'énergies renouvelables (biomasse, solaire, filière hydrogène, éolien et autres). L'objectif est clair : renforcer notre autonomie énergétique.

Sur le plan environnemental, en faisant du Morbihan un Eco-département : stratégie de reconquête de la qualité de l'eau, politique d'achat responsable permettant notamment d'offrir des débouchés dans les cantines des collèges à l'agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement (dont l'agriculture biologique), introduction de manière plus large des critères environnementaux et sociaux dans les appels d'offres, protection de la biodiversité et gestion durable des déchets (priorité à la collecte sélective et au traitement par filière).

Stratégie européenne et mondiale

Sur les plans économiques, éducatifs et culturels, les intérêts et valeurs du Morbihan doivent être représentés de manière permanente à Paris et à Bruxelles. Cette stratégie implique la mobilisation et la coordination des citoyens et des acteurs sur le rapport local / global : cohérence des filières économiques (marchés européens et mondiaux), des initiatives éducatives et culturelles (programmes d'échanges...), des coopérations décentralisées...

Concertation et rapport aux citoyens

Nous proposons aux Morbihannais un nouveau pacte représentatif à travers la mise en place d'une Conférence permanente des acteurs éducatifs, culturels et socio-économiques (issus en partie des Conseils de développement des Pays) et d'un Conseil général Jeunes.

Candidatures de Gauche

Les 3 principes et les 7 engagements énoncés ci-dessus constituent le socle d'une majorité moderne pour un Morbihan innovant et solidaire. Lors de la prochaine campagne, nos propositions respectives seront inspirées de cette Déclaration.

Dans cet esprit, nous présentons des candidatures de Gauche qui se réfèrent à cette Déclaration au premier et/ou second tour(s) des élections cantonales de mars 2008 en fonction des contextes locaux.

HISTOIRE

15 décembre 1907

Naissance de la Fédération socialiste du Morbihan

A l'échelle nationale, les différents courants socialistes apparus à la fin du 19^e siècle ont fusionné dans la SFIO dès 1905. Le cas breton se singularise avec l'expérience originale d'une structuration à l'échelle régionale, mal connue en raison de la dispersion des archives.

Organisés dans la FSB (Fédération Socialiste Bretonne) depuis 1900 sous l'impulsion du Nantais Charles Brunellière, les socialistes choisissent d'emblée le mouvement fédératif pour répondre aux impératifs d'implantation de noyaux minoritaires et confrontés à l'hégémonie du bloc réactionnaire. La réunion de ces groupes réduits assure la préservation d'une identité politique dont l'unicité est liée justement, pour ces militants bâtisseurs, aux problématiques spécifiques de la région. La coordination de réseaux forgés dans le local apparaît comme la solution la plus adaptée pour diffuser les idées socialistes. Cette lecture des objectifs initiaux de la FSB, traduit une volonté d'éviter les rivalités internes qui correspondent à la pluralité des matrices d'un parti en construction.

L'intégration retardée des Bretons à la SFIO s'inscrit dans la volonté de proposer un autre modèle partisan, préexistant, capable de faire taire les déchirements entre chapelles socialistes, en assimilant le parti à une somme de réseaux hétérogènes/complémentaires dans leurs compositions, stratégies, idéologies. L'invention du socialisme du 20^e siècle, repose avant tout sur cette capacité du parti à chapeauter et à agréger des sources socialistes d'origines multiples : syndicats, coopératives, mutuelles, groupes politiques, milieux intellectuels... Contre le modèle d'adhésion directe de réseaux locaux de la FSB, la SFIO impose une structure centralisée et départementalisée, par le haut.

Dans la FSB, les Morbihan-nais sont puissants à l'origine, grâce à une assise large intégrant toutes les composantes du milieu socialiste. On y retrouve les organisations ouvrières embryonnaires (syndicats influencés par les thématiques anarchistes et guesdistes), les systèmes de contre-sociétés socialistes (coopératives) et une fraction des comités républicains anticléricaux urbains.

Plusieurs figures participent de la fabrication originelle des réseaux socialistes, articulés autour des

filiales laïques et des sociabilités ouvrières : Baco (syndicaliste, Arsenal), Svob (coopérative), Ruggieri (Parti Ouvrier Français), Rivière (Lorient), Le Floch (Pontivy), Lessien (conseiller général de Hennebont en 1898, dirigeant FSB jusqu'en 1904)... Symbole de cette force, Lorient accueille le congrès de la FSB en 1903. Jusqu'en 1907, la coupure entre ces réseaux, liée aux conflits sociaux de Hennebont et Lorient (1903-1906), effrite l'audience socialiste dans les milieux ouvriers tandis que les républicains progressistes prennent leurs distances, à l'instar de Guieysse et Nail, compagnons de route de la FSB et parlementaires avant 1914.



Le congrès de Saint-Brieuc, les 7 et 8 juillet 1907, entérine la dissolution de la FSB et annonce, dans les mois suivants, la création des cinq Fédérations bretonnes de la SFIO.

La dissolution de la FSB a été prononcée au terme de longs débats lors du congrès de Saint-Brieuc (7-8 juillet 1907). L'acte de naissance de la fédération du Morbihan s'avère donc le congrès de Vannes du 15 décembre 1907, avec la création d'une petite structure (124 adhérents, dont 70 lorientais), rattachée à la SFIO. Il faut attendre 1912, sous l'impulsion de Bonneaud, Le Bourgo et Cren pour que la fédération s'étoffe, se dotant d'un journal régulier, *Le Rappel du Morbihan*. Réseau régional précurseur, dont le morcellement s'explique par des impératifs organisationnels, l'échec de la FSB révèle aussi le regard du national sur ce socialisme séparé, à mi-chemin entre social-démocratie intégrant une base ouvrière forte (relais syndicaux et coopératifs) et terre de mission pour des militants essouffés.

Ce décalage entre les fondations du parti socialiste en Bretagne et en France montre l'originalité des réseaux pionniers et de la culture

politique portés par les socialistes. Dans une fédération à 5 départements, le parti est une composante parmi d'autres d'un socialisme pluriel. Ce parti à bases multiples constitue un lieu de rencontre et de réunion des forces militantes, vecteur des idées socialistes. Trace symbolique de la mémoire des origines, l'Union Régionale du BREIS à partir des années 70 s'apparente aussi à une instance de fabrication d'un socialisme régional. Mais depuis sa création, le BREIS oscille entre lieu d'arbitrage des stratégies partisans, structure d'élaboration des politiques socialistes et plate-forme d'intégration des différentes têtes de réseaux militants. Sans équivalent dans l'histoire socialiste française, les réseaux socialistes bretons renouent ainsi avec leurs racines historiques : le modèle organisationnel porte une forme socialiste proche de la configuration sociale locale. Mais, en l'absence d'un modèle partisan construit publiquement, s'agit-il pour autant d'un laboratoire du socialisme du 21^e siècle ?

François Prigent
Historien -
Docteurant à l'Université de
Rennes 2

Lectures :

Christian Bougeard (dir.), *Un siècle de socialismes en Bretagne : de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, février 2008.

Gilles Morin, "Les socialistes et la société française : milieux et réseaux (1905-1981)", in *Vingtième Siècle*, n° 96, novembre 2007 (numéro spécial, les nouvelles approches sur l'histoire des socialistes).

François Prigent, "Un réseau d'un autre genre. Les femmes socialistes dans le Morbihan (1907-2007)", in *Atala*, janvier 2008.

François Prigent, "Contribution à l'analyse des "laboratoires" politiques. Le modèle des réseaux socialistes bretons depuis les années 60", conférence à l'université d'été de la Fédération PS du Finistère autour du thème, *La Bretagne, laboratoire du socialisme du 21^e siècle*, Landemeau, 15 septembre 2007 (à paraître).

Info Région :
www.region-bretagne.fr

« Contrat pour la Bretagne »

Lors des premières Assises régionales des territoires, le 27 novembre 2004 à Morlaix, l'exécutif de la Région Bretagne a proposé aux acteurs du développement régional et plus largement à tous ses habitants, l'élaboration d'un nouveau « *Contrat pour la Bretagne* », décliné ensuite lors de la deuxième édition des Assises, le 5 novembre 2005 à Saint-Brieuc : affirmation de principes et d'orientations stratégiques partagés, recueil de chantiers fédérateurs (formation, économie, développement durable...), guide pour une méthode de travail commune et calendrier d'action... Ce « *Contrat pour la Bretagne* » a été réactualisé cette année et diffusé aux 700 personnes présentes lors des troisièmes Assises territoriales le 8 décembre à Lanester. Ce texte, qui évoque notamment un premier bilan des contrats de Pays financés par la Région (260 millions d'€ sur la période 2006/2012), est disponible sur le site www.region-bretagne.fr (rubrique "retour sur les III^{es} Assises territoriales").

Session budgétaire

L'Assemblée régionale s'est réunie les 13 et 14 décembre en session budgétaire avec le menu suivant : orientations budgétaires pour 2008, nouvelle politique du patrimoine naturel, plan d'actions tourisme 2008 / 2010 (application du Schéma régional du tourisme), contrat d'objectifs et de moyens pour la VAE, charte pour les espaces côtiers bretons, création d'un EPCC pour la langue bretonne et charte en faveur de l'égalité professionnelle. De manière cohérente avec le débat budgétaire, le dossier *Ligne à Grande Vitesse* a été longuement débattu. Jean-Yves Le Drian a rappelé le caractère unique du projet et son refus de le voir scindé en deux (Paris/Rennes d'un côté et Rennes/Brest - Rennes/Quimper de l'autre).

Vœu du Président sur la réforme Bac pro

Le Ministre de l'Éducation nationale a notifié aux Recteurs d'Académie sa volonté de généraliser le baccalauréat professionnel en trois ans. La réforme consiste à supprimer les BEP et les Baccalauréats professionnels (en 4 ans), pour les remplacer par un seul cursus en 3 ans qui conduira au nouveau "Bac Pro".

Un vœu demandant au Ministre de l'Éducation nationale de surseoir à cette décision et d'assurer la concertation a été voté à l'unanimité des suffrages exprimés en séance publique du Conseil régional le 14 décembre (les élus présents du groupe UMP n'ont pas pris part au vote).

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 12 janvier - Lorient

Réunion des secrétaires de section et trésoriers - Accueil des nouveaux adhérents - Fête du Nouvel An de la Fédération

Fermeture de la Fédération

Le siège de la Fédération sera fermé durant les fêtes, du vendredi 21 décembre au mercredi 2 janvier inclus.

Michèle et Tugdual vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année.

Actualité

Il était une fois...

En cette période de veille de Noël, où il est de tradition de raconter aux enfants des contes merveilleux qui commencent souvent par « il était une fois », je ne voudrais pas tourner le dos à la coutume et prendre la plume à mon tour.

Il était donc une fois, un prince qui vivait dans un pays lointain et qui se languissait de ne pas avoir de compagnie avec qui partager sa vie. Ayant eu, lors de vies précédentes, des aventures qui l'avaient laissé meurtri, il cherchait la douce aux yeux de biche, qui saurait comprendre et aimer ce prince dont la vie trépidante ne laissait pas beaucoup de place à la romance. Ayant dépêché de nombreux hérauts chargés de trouver la perle rare, il finit par apprendre l'existence d'une belle princesse, taille mannequin, qui charme par sa voix, tout son entourage et même au-delà. Fort de cette découverte notre beau prince décide de rencontrer la belle et de lui exprimer tout son amour. Cette rencontre aurait pu rester discrète si notre prince n'avait pas choisi de la mettre en scène et de présenter devant le bon peuple attendri celle qui allait partager dorénavant son existence. La fin du conte ne dit pas s'ils se marièrent et s'ils eurent beaucoup d'enfants.

Cette love story devrait faire le bonheur des magazines people, mais laisse quand même un peu interloqué le bon peuple, dont les soucis d'existence sont un peu aux antipodes de la sortie habituelle du dernier Disney en cette période de fêtes de Noël. Faut-il voir par là une tentative pour redorer une image publique un tantinet écornée par l'actualité nationale et internationale ? D'aucuns n'hésitent pas franchir le pas et regrettent cette mise en scène perpétuelle de la vie présidentielle. Cet épisode, s'il peut réjouir les lectrices des magazines people aura du mal à faire oublier les choix d'une politique économique dont les effets sont loin d'être une romance pour tous ceux qui la subissent.

Bonnes fêtes quand même à tous et bonne et heureuse année.

Le Cormoran

ACTUALITES

Projet de loi de finances 2008 Un budget injuste et inefficace

Loin de rompre avec les mauvaises habitudes de la Droite, le premier budget de la présidence de Nicolas Sarkozy consacre une politique socialement injuste et économiquement inefficace. Tout comme Jacques Chirac, qui avait multiplié des annonces rapidement contredites dans les faits (les prélèvements obligatoires sont passés de 42,9 % du PIB en 2003 à 44,2 % en 2006, et la dette a augmenté de huit points en cinq ans), le Président de la République accumule les contradictions entre ses discours du début de l'été 2007 promettant des lendemains qui chantent et les réalités de ses choix budgétaires pour 2008.

Pouvoir d'achat, logement, collectivités locales : le vent des promesses

Le candidat de l'augmentation du pouvoir d'achat n'est devenu que le président du paquet fiscal. Des millions de Français ne sont en effet pas concernés par la loi TEPA (loi en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat), ni par les dernières décisions du Président de la République, non plus que par les mesures prévues dans ce projet de budget : les retraités, notamment les plus modestes ; le Gouvernement leur a promis 25 % d'augmentation en cinq ans mais, pour l'instant, ils n'en sont qu'à 1,1 %, et 800 000 d'entre eux paieront la moitié de la redevance audiovisuelle alors qu'ils en étaient exonérés. Autre mesure phare, l'instauration des franchises médicales, dont l'utilité est loin d'avoir été démontrée, va encore fragiliser davantage les plus démunis de nos concitoyens. Le Gouvernement ne donne pas du pouvoir d'achat, il le diminue.

La baisse de 12,7 % de l'ensemble du budget "Ville et logement" inquiète aussi fortement les maires et les présidents de communautés de communes, alors que le futur "plan Marshall pour les banlieues" impose d'augmenter sensiblement les montants de ces lignes budgétaires. En outre, la banalisation du livret A remet en cause l'une des principales sources de financement des politiques du logement, en par-



ticulier du logement social.

Ce projet de budget réduit également sérieusement les capacités d'action des collectivités locales, en amplifiant les logiques de transfert de compétences tout en diminuant leurs ressources : 400 millions d'euros manquent à l'appel alors que plus de 72 % des investissements civils publics ont été réalisés par les collectivités territoriales en 2006. Les régions se retrouvent ainsi dans l'obligation de se substituer à l'Etat défaillant pour assurer le financement des contrats de plan État-régions, ce qui est d'autant plus injuste que l'Etat ne développe aucune logique de péréquation pour les collectivités les plus pauvres.

La réalité de la croissance en 2007 et les prévisions pour 2008 ne sont pas au rendez-vous du prétendu "choc de confiance" annoncé cet été et dont les effets devaient se faire sentir rapidement. Le vent des promesses rassembleuses s'est vite essouffé, laissant les inégalités se creuser, les priorités clientélistes s'affirmer et la cohésion sociale se déliter.

L'installation des jeunes agriculteurs et le développement rural : une priorité qui n'en est pas une

Lors de mon intervention en séance plénière le 4 décembre dernier, j'ai particulièrement insisté sur la politique de soutien à l'installation des jeunes agriculteurs, enjeu global pour le développement du monde rural, son dynamisme économique

et sa cohésion sociale.

Le budget souffre d'une faiblesse évidente. Les crédits alloués à l'installation et au maintien des nouveaux exploitants sont en baisse, de 2,5 millions d'euros alors que le nombre de départs ne cessera d'augmenter. Comme le reconnaît le syndicat majoritaire, l'enveloppe prévue en 2008 pour les prêts bonifiés sera très largement insuffisante. Les crédits ouverts au titre de la Dotation d'installation pour les Jeunes Agriculteurs restent eux identiques alors que la demande est forte.

Une question se pose alors : comment favoriser au mieux le plus grand nombre d'installations et de reprises d'exploitations rentables, afin que ces exploitations, au lieu d'être surdimensionnées et financiarisées à outrance, devenant ainsi intransmissibles, continuent à être dynamiques et productives mais diversifiées, sources d'emplois et respectueuses de l'environnement, c'est-à-dire durables ?

C'est le sens de ma contribution au projet départemental. Le projet de budget pour 2008 ne permet pas d'y répondre, mais nous devons, en tant que socialistes, en majorité à la région (mise en place du Programme d'Accompagnement Régional de l'Installation), un jour au département, nous en emparer. La dynamique que nous avons impulsée en Bretagne doit nous servir de référence pour être force de proposition pour 2012.

**Odette Herviaux
Sénatrice du Morbihan
Vice-présidente du Conseil
régional de Bretagne
Maire de la Croix Héléan**

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !


Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

 Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

**Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr**